

**CONSEIL MUNICIPAL  
DU 23 JUIN 2016 - N°11**

**FINANCES, TRAVAUX, PERSONNEL ET AFFAIRES GENERALES - Finances**  
Compte administratif 2015 – Budget Principal et Annexe Théâtre

**RAPPORT DE PRESENTATION**

*Le compte administratif est un document de synthèse qui présente les résultats d'exécution du budget. C'est le bilan comptable de l'exercice budgétaire N-1 écoulé.*

*Comme tel, il compare pour les deux sections fonctionnement et investissement, les prévisions de recettes et de dépenses aux réalisations. Il fait ressortir les résultats de l'exercice et les soldes d'exécution.*

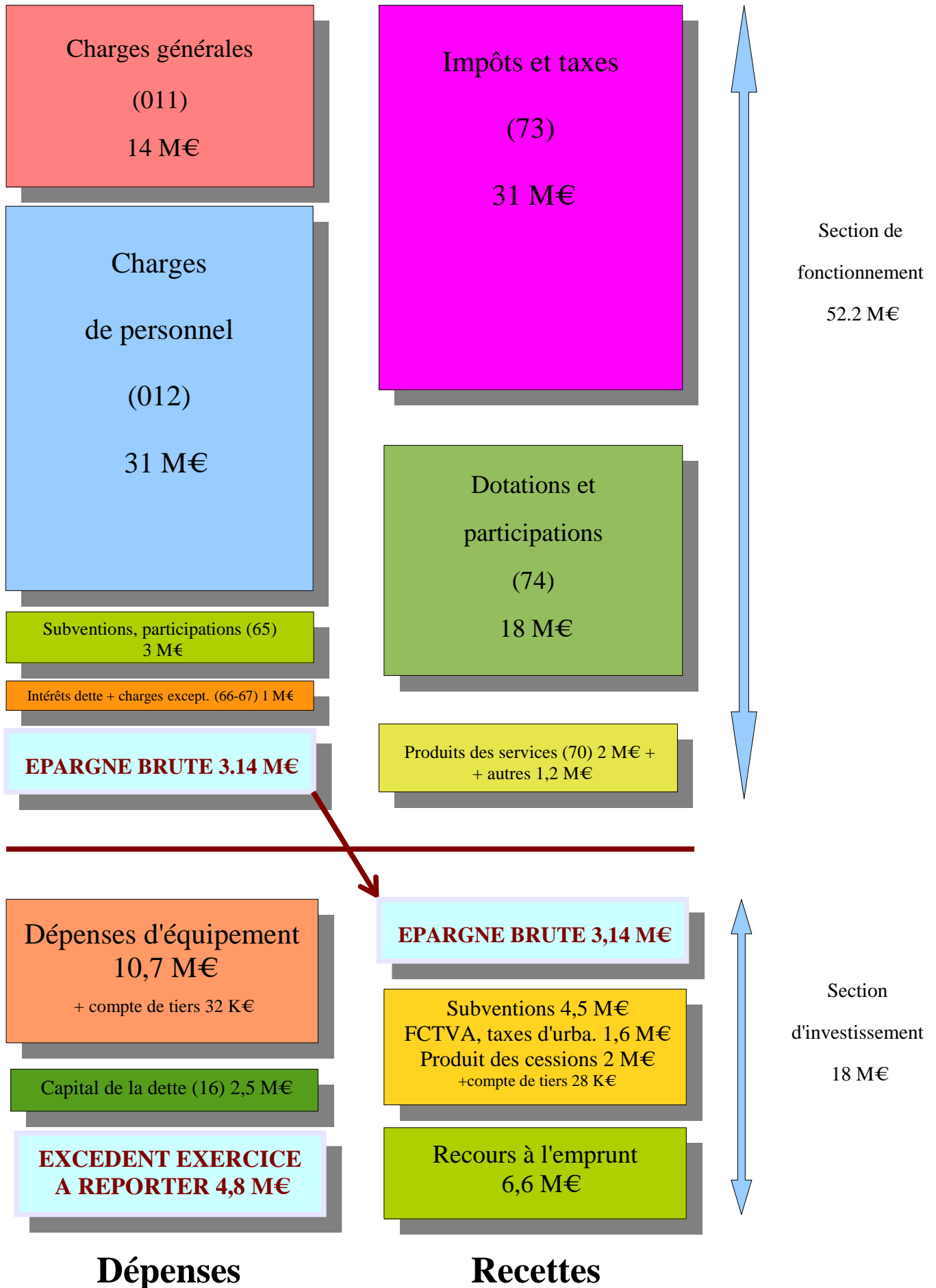
*Il constitue enfin un support irremplaçable pour les analyses financières : alors que les autres documents budgétaires ne sont que des documents prévisionnels, il permet de mesurer à partir du mouvement réel des dépenses et des recettes l'évolution des équilibres budgétaires sur plusieurs exercices.*

*Il présente un résultat identique à celui du compte de gestion, document établi par le Trésorier principal de Villeneuve-Saint-Georges, comptable municipal.*

*Ce rapport présente tout d'abord le schéma d'équilibre du compte administratif (page 2) et une synthèse des grands éléments d'analyse de la situation financière de la ville au 31 décembre 2015 (1<sup>e</sup> partie page 3) avant de détailler le contenu des différentes recettes et dépenses en fonctionnement et en investissement (2<sup>e</sup> partie page 7).*

## Dépenses

## Recettes



	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES
TOTAL GENERAL	15 792 800,95 (w)	13 193 947,99 (x)	54 430 337,44 (y)	52 224 234,23 (z)
RESULTAT BRUT	2 598 852,96	A=(w-x)	2 206 103,21	B=(y-z)
RESULTATS N-1		- 288 909,48 (M)	2 586 526,79 (N)	
RESULTAT SANS RAR	2 309 943,48		4 792 630,00	
RESTES A REALISER	1 305 899,43 (C)	(D)		
SOLDE DES RESTES A REALISER	- 1 305 899,43 E =(C-D)			
RESULTAT DEFINITIF 2015	1 004 044,05 (A+M+E)= G		4 792 630,00 (B+N)=H	
RESULTAT NET	5 796 674,05 (G+H)			

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES
OPERATIONS REELLES	12 806 372,26	13 471 649,25	57 005 656,01	49 237 805,54
OPERATIONS D'ORDRE	2 986 428,69	11 208,22	11 208,22	2 986 428,69
TOTAL GENERAL	15 792 800,95	13 482 857,47	57 016 864,23	52 224 234,23
RESULTAT 2015	2 309 943,48		4 792 630,00	

## I. SYNTHÈSE-PRINCIPALES CONCLUSIONS

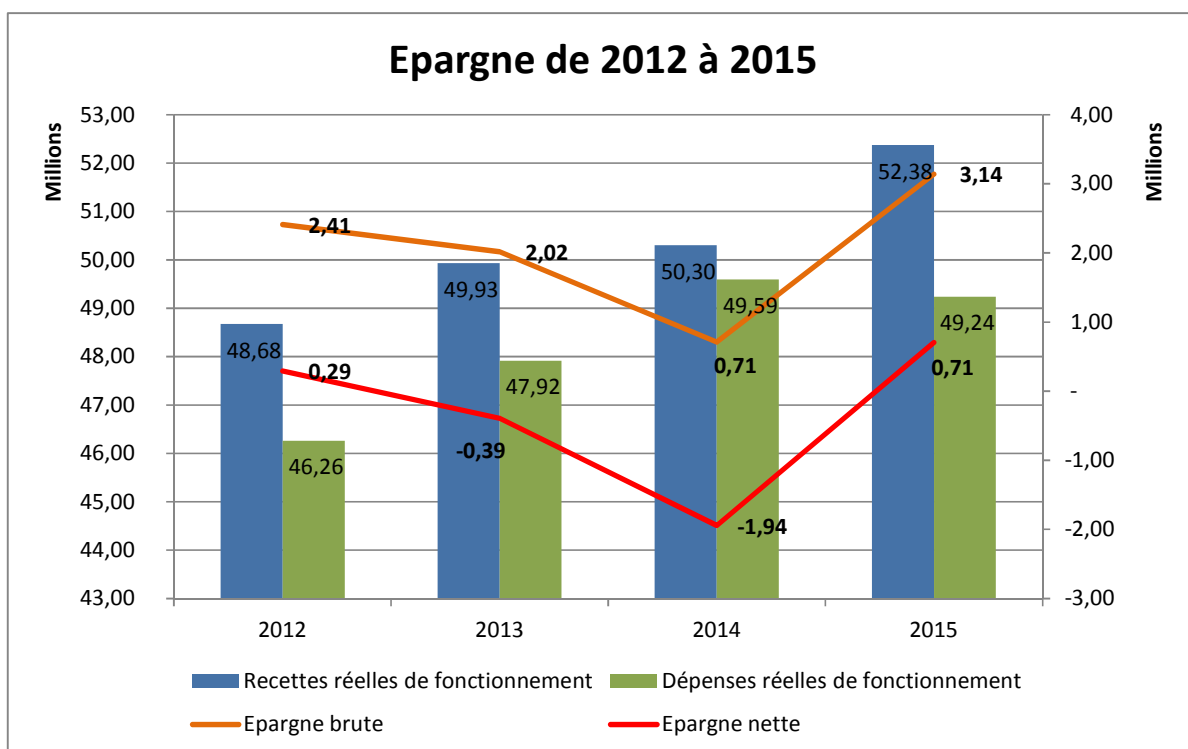
*Un certain nombre de retraitements des chiffres du compte administratif ont été effectués pour l'analyse. Ils sont précisés en annexe de ce rapport (dernière page).*

### 1. L'épargne brute / épargne nette s'améliore

Du CA 2014 au CA 2015, les recettes réelles de fonctionnement passent de 53,6 M€ à 54,4 M€, soit une augmentation de 0,8 M€ ou 1,5 %. Les dépenses connaissent une baisse de 353 K€ soit -0,7%, passant de 49,6 M€ à 49,2 M€.

Dès lors, **l'épargne brute**, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses, **s'améliore fortement en passant de 0,7 M€ en 2014 à 3,14 M€ en 2015**. Le taux d'épargne brute (ratio de l'épargne brute sur les recettes réelles de fonctionnement) passe ainsi de 1,33 à 5,77 %.

L'épargne brute est un composant clé des finances d'une ville puisqu'elle permet d'autofinancer les investissements, donc de limiter le recours à l'emprunt. C'est donc un indicateur qui mesure soit la bonne santé, soit la fragilité financière d'une commune.



Après des années négatives en 2013 et en 2014, l'épargne nette (épargne brute soustraite du remboursement du capital de la dette) redevient positive en 2015 à 705 K€.

Villeneuve-Saint-Georges est en mesure depuis 2015 de faire supporter sa charge de dette par des ressources de fonctionnement. Cette amélioration est un signe de meilleure santé financière de la ville.

#### ***Recettes réelles de fonctionnement***

Les recettes réelles de fonctionnement sont en augmentation de 0,8 M€ de 2014 à 2015, soit +1,5%, et ce malgré la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) de 899 K€, passant de 8,9 M€ en 2014 à 8 M€ en 2015, soit -10%

Cela s'explique par les éléments suivants :

- La revalorisation des bases fiscales (TF, TH et CFE), sans modification des taux, fait progresser les recettes fiscales de 414 K€, soit +2 %.
- L'augmentation des fonds de péréquation, notamment le Fonds de solidarité entre communes de la région Île-de-France (FSRIF) de 414 K€, soit + 15 %, et le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) de 218 K€, soit +37%.
- La dotation de solidarité urbaine (DSU) passe de 3,3 M€ en 2014 à 4,1 M€ en 2015, soit +25%.

#### ***Dépenses réelles de fonctionnement***

Les dépenses réelles de fonctionnement sont quant à elles en baisse : -353 K€, soit -0,7%.

- **Les charges à caractère général (chapitre 011) diminuent de -1,2 M€ soit -8 %.** Cette diminution s'explique principalement par les efforts de maîtrise des dépenses de fluides de 157 K€ (articles 60611 à 60613), des dépenses d'entretien du patrimoine et de communication de -331 K€, par des décalages de dépenses à 2016 à hauteur de -191 K€ ainsi que par des dépenses non réalisées en 2015 à hauteur de -80 K€.

- **Les subventions, participations et autres charges de gestion courante (chapitre 65) sont en quasi stabilité à -0,5 %.**
- **Les frais financiers (chapitre 66) diminuent de -65 K€ soit -7%** en raison de la renégociation de deux emprunts structurés à fort risque de toxicité.

**Les charges de personnel (chapitre 012) sont en augmentation de 904 K€, soit 3%.**

Cette augmentation est due au glissement vieillesse-technicité (GVT), à la revalorisation nationale des agents de catégorie C, à l'augmentation des cotisations, aux élections professionnelles (loi de 2012), à la régularisation des contrats des agents du conservatoire, à la suite de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires et à l'augmentation des allocataires chômage.

Cette augmentation a été compensée en partie par un effort de diminution des heures supplémentaires, par des non-remplacements et un recours moins important aux saisonniers.

## **2. Malgré l'augmentation des dépenses d'investissement entre 2014 et 2015, la section d'investissement clôture en 2015 avec un excédent d'exercice de 2,6 M€**

Les dépenses d'équipement sont passées de 7,8 M€ en 2014 à 10,7 M€ en 2015. Les principales opérations réalisées en 2015 sont les suivantes :

- Travaux d'investissement dans les écoles : 5,4 M€, dont 5 M€ pour la construction du groupe scolaire Anne-Sylvestre ;
- Renaturation des berges de l'Yerres : 1,3 M€ dont 1,1 M€ d'acquisitions foncières ;
- Protocole avec l'OPH et la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) : 700 K€ ;
- Médiathèque rue de Paris : 671 K€ ;
- Eclairage public : 377 K€ ;
- Achat de matériel de transport (7 véhicules dont un car et un minibus) : 279 K€ ;
- Travaux de voirie : 474 K€ dont 267 K€ pour la rue Bellevue ;
- Travaux au centre technique municipal Anatole-France : 122 K€ ;

Les recettes d'investissement passent de 14,4 M€ en 2014 à 12,8 M€ en 2015, soit -12% en raison du refinancement de dette en 2014 qui accroît les produits financiers.

En 2015, la ville a bénéficié d'importantes ressources propres :

- grâce à des opérations d'aménagement d'envergure, le produit des taxes d'aménagement augmente en passant de 28 K€ en 2014 à 128 K€ en 2015 ;
- compte tenu du niveau élevé des dépenses d'investissement en 2013, les remboursements au titre du Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) se sont élevés à 1 M€ en 2015 ;
- les subventions d'investissement reçues ont été de 4,5 M€ en 2015.

En 2015, la ville a contracté des emprunts d'un montant cumulé de 6,6 M€, dont 5,5 M€ pour financer la construction du groupe scolaire Anne-Sylvestre.

**La section d'investissement 2015 clôture donc avec un excédent d'exercice de 2,6 M€.**

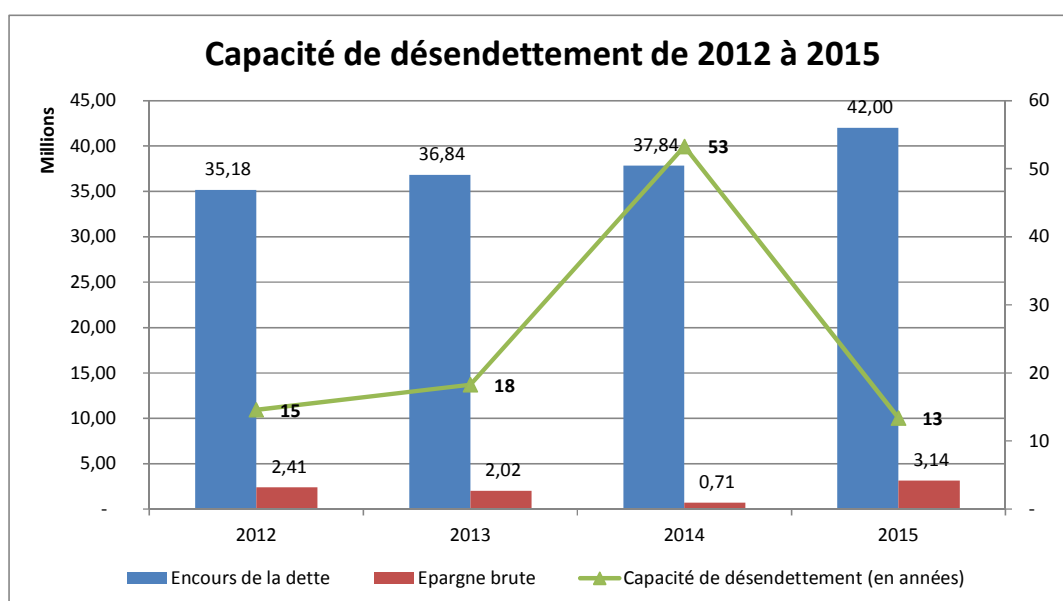
### 3. Sous l'effet de l'amélioration de l'épargne brute, la capacité de désendettement s'améliore considérablement

Le rapport entre l'encours de dette et l'épargne brute est appelé « délai de désendettement » ou « capacité de désendettement », puisqu'il correspond au nombre d'années qu'il faudrait à la ville pour rembourser toute sa dette si elle y consacrait toute son épargne.

Il s'agit de l'indicateur de référence pour apprécier la santé financière d'une ville. Le délai de désendettement ne doit pas être supérieur à la durée des emprunts ou d'amortissement des équipements.

La renégociation de deux emprunts structurés à fort risque de toxicité a fait chuter artificiellement l'épargne brute en 2014, ce qui explique la capacité de désendettement anormalement haute.

L'amélioration considérable de l'épargne brute en 2015, due à une maîtrise des dépenses de fonctionnement, et la sortie des emprunts toxiques, ont permis **d'améliorer nettement la capacité de désendettement en 2015, qui passe à 13 ans**, soit en dessous des seuils d'alerte.



## II. Présentation des postes de recettes et de dépenses

### 1. Recettes de fonctionnement

Les tableaux qui suivent présentent des taux d'exécution calculés en fonction des crédits ouverts par le budget total compte tenu que le budget primitif a été modifié par des virements de crédits à l'intérieur des chapitres et des décisions modificatives.

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
013	Atténuation de charges	428 021	823 237	92,3%	395 216	629 000	131%
70	Produits de services, du domaine et ventes dive	2 140 603	2 054 343	-4,0%	-86 260	2 038 700	101%
73	Impôts et taxes	29 762 444	30 825 145	3,6%	1 062 701	30 551 518	101%
74	Dotations, subventions et participations	17 433 919	17 974 313	3,1%	540 394	18 141 597	99%
75	Autres produits de gestion courante	402 161	460 734	14,6%	58 573	509 001	91%
<b>TOTAL RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b>		<b>50 167 148</b>	<b>52 137 772</b>	<b>3,9%</b>	<b>1 970 624</b>	<b>51 869 816</b>	<b>101%</b>
76	Produits financiers	8	0	-100,0%	-8	0	
77	Produits exceptionnels	3 451 818	2 215 083	-35,8%	-1 236 735	55 000	4027%
78	Reprises sur amortissements et provisions	0	66 274		66 274	100 000	66%
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>53 618 974</b>	<b>54 419 129</b>	<b>1,5%</b>	<b>800 155</b>	<b>52 024 816</b>	<b>105%</b>

Les recettes réelles de fonctionnement sont en augmentation de 0,8 M€ entre 2014 et 2015, soit + 1,5 %. Cela s'explique les éléments suivants :

#### 1.1. Chapitre 70 – produits des services, du domaine et des ventes

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
70	7013 VENTES DE PRODUITS RESIDUELS	73 902,62	58 942,36	-20%	- 14 960,26	60 000	98%
70	70311 CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)	42 220,00	49 026,45	16%	6 806,45	48 000	102%
70	70312 REDEVANCES FUNERAIRES	5 840,00	7 959,00	36%	2 119,00	7 200	111%
70	70323 REDEV. D'OCCUPAT. DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	17 036,00	33 388,10	96%	16 352,10	63 000	53%
70	7062 REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARAC. CULTURE	110 722,73	103 012,39	-7%	- 7 710,34	108 500	95%
70	70631 A CARACTERE SPORTIF	31 981,30	27 442,90	-14%	- 4 538,40	32 000	86%
70	70632 A CARACTERE DE LOISIRS	230 474,90	310 582,91	35%	80 108,01	234 000	133%
70	7066 REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACT. SOCIAL	373 858,78	390 258,94	4%	16 400,16	416 000	94%
70	7067 REDEVAN. ET DROITS SCES PERISCOLAIRES ET ENSEIG.	1 043 817,68	1 028 441,95	-1%	- 15 375,73	1 037 000	99%
70	70688 AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE	561,00		-100%	- 561,00		
70	7083 LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	3 115,90	2 806,59	-10%	- 309,31	2 000	140%
70	70878 PAR D'AUTRES REDEVABLES	207 072,44	42 481,54	-79%	- 164 590,90	31 000	137%
<b>70 - Produits de services, du domaine et ventes diverses</b>		<b>2 140 603,35</b>	<b>2 054 343,13</b>	<b>-4%</b>	<b>- 86 260,22</b>	<b>2 038 700</b>	<b>101%</b>

Le chapitre 70 « produits des services, du domaine et ventes » connaît de 2014 à 2015 une baisse des recettes autour de 86 K€, soit -4 %.

Cette baisse s'explique par l'imprévisibilité de l'article 70 878 qui diminue de 164 K€, du fait d'importants encaissements d'avoirs en 2014 qui n'ont pas eu lieu en 2015 :

- Remboursement du Groupe Service Handilobus de 100 K€ pour le transport d'élèves handicapés correspondant à l'année 2012-2013,
- Remboursement de Dalkia de 47 K€ suite au décompte définitif de la saison 2013-2014 pour les bâtiments au fioul.

A contrario, les recettes tarifaires des services périscolaires (article 70632) augmentent fortement en raison de l'augmentation des effectifs suite à la réforme des rythmes scolaires, passant de 230 K€ en 2014 à 311 K€ en 2015, soit +3%.

Les redevances d'occupation du domaine public communal (article 70323) ont quasi doublé entre 2014 et 2015 passant de 17 K€ à 33 K€ en raison principalement de l'augmentation des tarifs (échafaudages, bennes, emprises...) à compter de septembre 2015 et de titres de recette de 2014 émis sur l'exercice 2015.

## 1.2. Chapitre 73 – impôts et taxes

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
73	73111 TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	17 963 822,00	18 378 810,00	2%	414 988,00	18 256 084	101%
73	73112 COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES	1 606 343,00	1 650 835,00	3%	44 492,00	1 585 900	104%
73	73113 TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES	132 585,00	128 437,00	-3%	- 4 148,00	139 000	92%
73	73114 IMPOSITION FORFAIT. SUR LES ENTREPRISES DE RESEAU	244 532,00	255 213,00	4%	10 681,00	244 000	105%
73	7318 AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	210 552,00	-	-100%	- 210 552,00	11 700	0%
73	7321 ATTRIBUTION DE COMPENSATION				-		
73	7323 F.N.G.I.R.	1 728 918,00	1 728 918,00	0%	-	1 729 000	100%
73	7324 FONDS DE SOLIDARITE DES COMMUNES D'ILE-DE-FRANCE	2 764 831,00	3 179 384,00	15%	414 553,00	3 179 384	100%
73	7325 FONDS DE PEREQUAT. DES RESSOURCES. COMM. ET INTERC	588 800,00	807 116,00	37%	218 316,00	807 116	100%
73	7331 TAXE D'ENLEVEMENT DES O.M.	3 392 175,00	3 433 573,00	1%	41 398,00	3 431 334	100%
73	7336 DROITS DE PLACE	13 000,80	6 887,50	-47%	- 6 113,30	13 000	53%
73	7337 DROITS DE STATIONNEMENT	121 010,67	128 614,16	6%	7 603,49	140 000	92%
73	7338 AUTRES TAXES	310,40	3 267,37	953%	2 956,97	-	
73	7343 TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES	30 044,00	57 059,00	90%	27 015,00	30 000	190%
73	7351 TAXE SUR L'ELECTRICITE	437 625,22	483 507,16	10%	45 881,94	440 000	110%
73	7368 TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE	84 968,59	118 728,10	40%	33 759,51	105 000	113%
73	7381 TAXE ADDIT. DROITS MUTATION OU PUB FONCIERE	442 926,55	464 795,84	5%	21 869,29	440 000	106%
<b>73 - Impôts et taxes</b>		<b>29 762 444,23</b>	<b>30 825 145,13</b>	<b>4%</b>	<b>1 062 700,90</b>	<b>30 551 518</b>	<b>101%</b>

Après une quasi-stabilisation en 2014 (+1 %), le **chapitre 73 « impôts et taxes »** augmente de 4 % de 2014 à 2015.

Le produit des taxes foncières et d'habitation (art. 73111) progresse de 414 K€, soit +2%, du fait, d'une part, de la revalorisation forfaitaire nationale des bases d'imposition (0,9%), et, d'autre part, des constructions nouvelles imposables, les taux n'ayant pas varié.

En revanche, le produit de la cotisation foncière des entreprises (CFE) reste quasiment stable à 2,5 M€ entre 2014 et 2015.

Dans la continuité de 2014, l'augmentation du Fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales (FPIC – article 7325) a bien eu lieu en 2015 (+218 K€, soit +37%), ainsi que du Fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France (FSRIF – article 7324 / +414 K€, soit +15%).

La taxe locale sur la publicité extérieure pour 2014, perçue sur 2015 (art. 7368), passe de 84 K€ en 2014 à 118 K€ en 2015, du fait de la mise à jour de la liste des éléments devant faire l'objet de cette taxe par un nouveau prestataire.



### 1.3. Chapitre 74 – dotations et participations

Les dotations et participations ont augmenté de 3%, passant de 17,4 M€ en 2014 à 17,9 M€ en 2015, malgré la baisse de la dotation globale de fonctionnement (article 7411) de 10% entre 2014 à 2015, passant de 8,9 M€ à 8 M€.

Cette augmentation s'explique par les éléments suivants :

- La dotation de solidarité urbaine passe de 3,3 M€ à 4,1 M€, soit + 25% ;
- Les participations aux articles 74718 « autres » et 7478 « autres organismes » augmentent de manière cumulée de 468 K€ entre 2014 et 2015 en raison de :
  - acompte du fonds d'amorçage des rythmes scolaires passe de 126 K€ en 2014 à 385 K€ en 2015, soit + 511 K€ ;
  - les financements dans le cadre de la politique de la ville passent de 146 K€ en 2014 à 230 K€ en 2015, soit + 84 K€ ;
  - une subvention de 53 K€ pour la vidéoprotection perçue en 2015 ;
  - une augmentation des versements de la CAF principalement pour le périscolaire de +42 K€ suite à l'augmentation des effectifs et pour la petite enfance de + 82 K€ en raison du passage à un agrément modulé permettant d'obtenir plus de participation de la part de la CAF (changement du mode de calcul).

À noter, la dotation unique des compensations de la réforme de la taxe professionnelle a été titrée sur les articles 748314 et 74833 pour un montant total de 77 237 € (montant notifié et prévu au budget 2015).

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
74	7411 DOTATION FORFAITAIRE	8 944 699,00	8 045 262,00	-10%	- 899 437,00	8 045 262	100%
74	74123 DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	3 301 088,00	4 125 725,00	25%	824 637,00	4 125 725	100%
74	74127 DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	497 697,00	597 236,00	20%	99 539,00	597 236	100%
74	745 DOTATION SPECIALE AU TITRE DES INSTITUTEURS	2 808,00	2 808,00	0%	-	-	
74	746 DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	226 682,00	184 649,16	-19%	- 42 032,84	226 682	81%
74	74712 EMPLOIS D'AVENIR	109 031,57	148 954,62	37%	39 923,05	192 400	77%
74	74718 AUTRES	594 846,86	863 160,64	45%	268 313,78	851 179	101%
74	7472 REGIONS	25 016,26	68 400,94	173%	43 384,68	113 970	60%
74	7473 DEPARTEMENTS	30 019,30	57 863,00	93%	27 843,70	83 000	70%
74	74748 AUTRES COMMUNES	15 852,46	-	-100%	- 15 852,46	12 000	0%
74	7478 AUTRES ORGANISMES	1 972 749,30	2 173 403,25	10%	200 653,95	2 187 376	99%
74	748313 DOTAT. DE COMPENS. DE LA REFORME DE LA TAXE PROF.	909 080,00	909 080,00	0%	-	909 000	100%
74	748314 DOTAT. UNIQUE DES COMPENS. SPECIFIQUES A TAXE PROF	115 536,00	6 364,00	-94%	- 109 172,00	77 237	8%
74	74833 ETAT - COMPENS. DE LA CONTRIB. ECO. TERR. (CVAE ET	3 044,00	70 873,00	2228%	67 829,00	-	
74	74834 ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXES FONCIERES	138 309,00	92 649,00	-33%	- 45 660,00	92 649	100%
74	74835 ETAT - COMPENSAT. EXONERATIONS TAXE HABITATION	539 895,00	620 891,00	15%	80 996,00	620 891	100%
74	74838 AUTRES ATTRIBUT. DE PEREQUATION ET COMPENSAT.	707,00	-	-100%	- 707,00	-	
74	7484 DOTATION DE RECENSEMENT	6 858,00	6 993,00	2%	135,00	6 990	100%
<b>74</b>	<b>- Dotations, subventions et participations</b>	<b>17 433 918,75</b>	<b>17 974 312,61</b>	<b>3%</b>	<b>540 393,86</b>	<b>18 141 597</b>	<b>99%</b>

### 1.4. Chapitres 013, 75, 76, 77

Globalement sur ces trois chapitres, les recettes diminuent de 17%, soit -716 K€.

Cette baisse s'explique par :

- Les produits de cessions d'immobilisations (ventes immobilières – art. 775), variables par nature, qui passent de 3,3 M€ en 2014 à 2 M€ en 2015, soit -38%,
- Les revenus des immeubles (art. 752) qui passent de 186 K€ en 2014 à 149 K€ en 2015, soit une baisse de 20%, en raison du départ de locataires et d'un rejet des titres du dernier trimestre 2015 qui ont été réémis et seront encaissés sur 2016.

A contrario, les atténuations de charges (chapitre 013) augmentent de 395 K€ entre 2014 et 2015, soit + 131%, en raison de :

- Remboursements d'EDF (article 6096) de 130 K€ suite à des erreurs de facturation sur les mois d'avril et mai 2015,
- Remboursements sur rémunération (article 6419) et sur les charges (6459) qui ont fortement augmenté de 264 K€ cumulé entre 2014 et 2015 en raison d'un meilleur suivi des remboursements maladie avec l'assureur (dématérialisation) et de remboursements de dossiers 2014 finalisés en 2015.

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
013	6096 D'APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES		130 936,39		130 936,39	-	
013	6419 REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	379 635,98	584 040,92	54%	204 404,94	560 000	104%
013	6459 REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE S.S ET PREVOYANCE	48 385,47	108 260,15	124%	59 874,68	69 000	157%
<b>013</b>	<b>Atténuation de charges</b>	<b>428 021,45</b>	<b>823 237,46</b>	<b>92%</b>	<b>395 216,01</b>	<b>629 000</b>	<b>131%</b>
75	752 REVENUS DES IMMEUBLES	186 851,58	142 687,14	-24%	-44 164,44	221 000	65%
75	757 REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSION.	109 791,25	109 646,45	0%	-144,80	110 001	100%
75	758 PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	105 517,84	208 400,35	98%	102 882,51	178 000	117%
	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>402 160,67</b>	<b>460 733,94</b>	<b>15%</b>	<b>58 573,27</b>	<b>509 001</b>	<b>91%</b>
76	7688 AUTRES	7,80	-	-100%	-7,80	-	
	<b>76 - Produits financiers</b>	<b>7,80</b>	<b>-</b>	<b>-100%</b>	<b>-7,80</b>	<b>-</b>	
77	7711 DEDITS ET PENALITES PERCUES		6 650,00		6 650,00	-	
77	7714 RECOUVR. SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	1 194,30	4 819,44	304%	3 625,14	-	
77	7718 AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPE. DE GEST.	130 229,59	161 510,41	24%	31 280,82	55 000	294%
77	773 MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 979,65	1,00	-100%	-2 978,65	-	
77	775 PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	3 316 809,75	2 042 100,00	-38%	-1 274 709,75	-	
77	7788 PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	604,62	2,35	-100%	-602,27	-	
	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>3 451 817,91</b>	<b>2 215 083,20</b>	<b>-36%</b>	<b>-1 236 734,71</b>	<b>55 000</b>	<b>4027%</b>
78	7817 REP. SUR PROV. PR DEPREC. DES ACTIFS CIRCULANTS	-	66 273,75		66 273,75	100 000	66%
	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>-</b>	<b>66 273,75</b>		<b>66 273,75</b>	<b>100 000</b>	<b>66%</b>

## 2. Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
011	Dépenses à caractère général	15 196 190	13 998 923	-7,9%	-1 197 267	15 593 564	90%
012	Dépenses de personnel	30 271 958	31 176 647	3,0%	904 689	31 523 452	99%
014	Atténuation de produits	30 900	0	-100,0%	-30 900	0	0%
65	Charges de gestion courante	3 079 408	3 063 707	-0,5%	-15 700	3 378 744	91%
	<b>TOTAL RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b>	<b>48 578 456</b>	<b>48 239 277</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-339 179</b>	<b>50 495 760</b>	<b>96%</b>
66	Charges financières	981 716	916 169	-6,7%	-65 547	1 036 201	88%
67	Charges exceptionnelles	31 447	82 360	161,9%	50 912	197 000	42%
	<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>49 591 619</b>	<b>49 237 806</b>	<b>-0,7%</b>	<b>-353 813</b>	<b>51 728 961</b>	<b>95%</b>

Les dépenses réelles de fonctionnement connaissent quant à elles une baisse de -353 K€, soit -0,7%, entre 2014 et 2015.

### 2.1. Charges à caractère général (chapitre 011)

Les dépenses à caractère général ont pour la première année connu une baisse de 8 %, soit -1,2 M€ entre 2014 et 2015 grâce aux facteurs suivants :

- Les efforts importants de maîtrise des dépenses en matière de :
  - Fluides (articles 60611 à 60613) : -157 K€ ;
  - Entretien du patrimoine (articles 61521 à 61523) : -143 K€ ;
  - Communication : -171 K€.
- Le décalage en 2016 de dépenses initialement prévues en 2015 :
  - Étude PNRU quartier Nord : -65 K€ ;

- Animation de l'OPAH-RU : -38 K€ ;
- Finalisation du PLU : -38 K€ ;
- Finalisation du Plan communal de sauvegarde : - 25 K€ ;
- Maintenance des horodateurs : -25 K€.
- Des dépenses n'ont pas été réalisées :
  - Audit sur l'eau : -40 K€ (compétence transférée à IEPT 12) ;
  - Médecine du travail : -33 K€ (vacance du poste du médecin du fait des difficultés de non recrutement) ;
  - Bilan du PLH : - 7 K€ (réalisation en interne).

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
011	6042 ACHATS PREST. DE SERVICES (AUT. QUE TERR. AMENA	2 679 455 €	2 578 147,22 €	-4%	- 101 308 €	2 807 004 €	92%
011	60611 EAU ET ASSAINISSEMENT	589 294 €	474 687,27 €	-19%	- 114 607 €	580 000 €	82%
011	60612 ENERGIE - ELECTRICITE	1 079 789 €	1 077 844,61 €	0%	- 1 945 €	1 100 000 €	98%
011	60613 CHAUFFAGE URBAIN	686 576 €	646 092,40 €	-6%	- 40 484 €	700 000 €	92%
011	60621 COMBUSTIBLES	160 884 €	203 341,91 €	26%	42 457 €	205 000 €	99%
011	60622 CARBURANTS	201 892 €	172 369,95 €	-15%	- 29 522 €	200 200 €	86%
011	60623 ALIMENTATION	417 771 €	268 173,08 €	-36%	- 149 598 €	378 100 €	71%
011	60628 AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	613 715 €	636 923,19 €	4%	23 208 €	619 665 €	103%
011	60631 FOURNITURES D'ENTRETIEN	96 158 €	97 294,36 €	1%	1 136 €	93 700 €	104%
011	60632 FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	147 735 €	161 099,14 €	9%	13 364 €	179 245 €	90%
011	60633 FOURNITURES DE VOIRIE	227 495 €	228 618,44 €	0%	1 124 €	227 000 €	101%
011	60636 VETEMENTS DE TRAVAIL	67 002 €	49 260,59 €	-26%	- 17 742 €	60 000 €	82%
011	6064 FOURNITURES ADMINISTRATIVES	78 488 €	76 773,60 €	-2%	- 1 714 €	76 400 €	100%
011	6065 LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MEDIATHEQUE	100 680 €	100 118,72 €	-1%	- 561 €	101 961 €	98%
011	6067 FOURNITURES SCOLAIRES	183 587 €	177 147,82 €	-4%	- 6 440 €	175 790 €	101%
011	6068 AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	26 479 €	21 698,57 €	-18%	- 4 780 €	22 779 €	95%
011	611 CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	3 568 788 €	3 438 401,34 €	-4%	- 130 386 €	3 530 000 €	97%
011	6132 LOCATIONS IMMOBILIERES	228 706 €	213 818,92 €	-7%	- 14 887 €	237 570 €	90%
011	6135 LOCATIONS MOBILIERES	202 166 €	179 495,77 €	-11%	- 22 670 €	205 900 €	87%
011	614 CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	114 619 €	78 642,31 €	-31%	- 35 977 €	117 000 €	67%
011	61521 TERRAINS	51 495 €	39 521,00 €	-23%	- 11 974 €	41 000 €	96%
011	61522 BATIMENTS	296 975 €	269 689,95 €	-9%	- 27 285 €	334 900 €	81%
011	615221 BÂTIMENTS PUBLICS				- €		
011	61523 VOIES ET RESEAUX	684 679 €	580 749,15 €	-15%	- 103 930 €	673 000 €	86%
011	615231 VOIRIES				- €		
011	61524 BOIS ET FORETS	112 913 €	114 312,47 €	1%	1 399 €	115 000 €	99%
011	61551 MATERIEL ROULANT	71 628 €	94 963,64 €	33%	23 335 €	85 000 €	112%
011	61558 AUTRES BIENS MOBILIERES	113 166 €	93 877,43 €	-17%	- 19 288 €	102 675 €	91%
011	6156 MAINTENANCE	290 133 €	313 909,10 €	8%	23 776 €	384 000 €	82%
011	616 PRIMES D'ASSURANCE	232 690 €	230 622,18 €	-1%	- 2 068 €	252 150 €	91%
011	617 ETUDES ET RECHERCHES	122 078 €	44 461,12 €	-64%	- 77 617 €	157 857 €	28%
011	6182 DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	28 051 €	45 413,10 €	62%	17 362 €	35 027 €	130%
011	6184 VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	93 438 €	92 528,05 €	-1%	- 910 €	142 927 €	65%
011	6185 FRAIS DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	3 368 €	1 932,50 €	-43%	- 1 435 €	2 000 €	97%
011	6188 AUTRES FRAIS DIVERS	145 057 €	73 335,71 €	-49%	- 71 721 €	154 863 €	47%
011	6225 INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS				- €		
011	6226 HONORAIRES	174 215 €	112 136,95 €	-36%	- 62 078 €	138 750 €	81%
011	6227 FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	39 178 €	19 529,56 €	-50%	- 19 649 €	33 000 €	59%
011	6228 DIVERS	2 297 €	5 222,76 €	127%	2 926 €	5 600 €	93%
011	6231 ANNONCES ET INSERTIONS	74 238 €	39 978,26 €	-46%	- 34 260 €	81 900 €	49%
011	6232 FETES ET CEREMONIES	83 851 €	60 035,59 €	-28%	- 23 815 €	73 250 €	82%
011	6236 CATALOGUES ET IMPRIMES	140 957 €	87 156,68 €	-38%	- 53 800 €	196 780 €	44%
011	6237 PUBLICATIONS	86 733 €	84 848,41 €	-2%	- 1 884 €	90 000 €	94%
011	6238 DIVERS	51 382 €	32 206,69 €	-37%	- 19 175 €	74 500 €	43%
011	6247 TRANSPORTS COLLECTIFS	99 016 €	91 015,36 €	-8%	- 8 001 €	105 013 €	87%
011	6248 DIVERS	225 109 €	122 446,34 €	-46%	- 102 662 €	111 000 €	110%
011	6251 VOYAGES ET DEPLACEMENTS	32 643 €	48 748,66 €	49%	16 106 €	34 271 €	142%
011	6257 RECEPTIONS	190 €	389,70 €	105%	199 €	1 800 €	22%
011	6261 FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	107 957 €	115 587,40 €	7%	7 630 €	127 000 €	91%
011	6262 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	183 272 €	188 194,42 €	3%	4 922 €	194 328 €	97%
011	627 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	1 639 €	1 765,04 €	8%	127 €	1 500 €	118%
011	6281 CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	36 304 €	35 117,96 €	-3%	- 1 186 €	47 440 €	74%
011	6283 FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	19 652 €	36 179,06 €	84%	16 527 €	41 200 €	88%
011	6288 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	10 987 €	10 412,82 €	-5%	- 574 €	10 400 €	100%
011	63512 TAXES FONCIERES	106 094 €	28 970,00 €	-73%	- 77 124 €	107 000 €	27%
011	6354 DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE				- €		
011	6355 TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	2 266 €	2 510,40 €	11%	245 €	3 000 €	84%
011	637 AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (AUTRES)	1 260 €	1 206,23 €	-4%	- 54 €	18 120 €	7%
011	Dépenses à caractère général	15 196 190 €	13 998 922,90 €	-8%	- 1 197 267 €	15 593 564 €	90%

## 2.2. Charges de personnel (chapitre 012)

Les charges de personnel augmentent de 3% entre 2014 et 2015, du fait principalement du glissement vieillesse-technicité (GVT), mais aussi de mesures nationales obligatoires :

- la revalorisation nationale des agents de catégorie C : +326 K€ ;
- l'organisation des élections professionnelles (loi 2012) et la régularisation des contrats des agents du conservatoire : + 40 K€ ;
- la suite de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires : + 230 K€ ;
- l'augmentation des allocataires chômage : + 80 K€ ;
- l'augmentation des cotisations.

Ces augmentations ont été compensées partiellement par la diminution des heures supplémentaires (-50 K€), par des non-remplacements ainsi qu'un recours moins important aux saisonniers.

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
012	6218 AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	399 054 €	370 382,56 €	-7%	- 28 672 €	399 800 €	93%
012	6331 VERSEMENT DE TRANSPORT	308 195 €	323 173,00 €	5%	14 978 €	307 831 €	105%
012	6332 COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	85 597 €	87 077,00 €	2%	1 480 €	88 097 €	99%
012	6336 COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	277 236 €	274 780,00 €	-1%	- 2 456 €	288 386 €	95%
012	64111 REMUNERATION PRINCIPALE	12 845 414 €	13 120 838,94 €	2%	275 425 €	13 128 031 €	100%
012	64112 NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESI	904 248 €	911 473,90 €	1%	7 226 €	909 340 €	100%
012	64118 AUTRES INDEMNITES	3 023 747 €	3 032 717,24 €	0%	8 971 €	3 046 194 €	100%
012	64131 REMUNERATIONS NON TITULAIRES	3 787 747 €	4 058 247,95 €	7%	270 501 €	4 264 625 €	95%
012	64162 EMPLOIS D'AVENIR	183 185 €	205 921,05 €	12%	22 736 €	329 204 €	63%
012	64168 AUTRES EMPLOIS D'INSERTION		2 915,70 €		2 916 €	- €	
012	6417 REMUNERATIONS DES APPRENTIS	52 186 €	81 006,08 €	55%	28 820 €	53 000 €	153%
012	6451 COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	3 482 417 €	3 553 023,00 €	2%	70 606 €	3 540 798 €	100%
012	6453 COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	4 224 505 €	4 369 125,96 €	3%	144 621 €	4 431 978 €	99%
012	6454 COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	467 €	358,24 €	-23%	- 109 €	470 €	76%
012	6455 COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	426 768 €	429 128,66 €	1%	2 361 €	431 824 €	99%
012	6457 COTISATIONS SOCIALES LIEES A L'APPRENTISSAGE		23,00 €		23 €	- €	
012	6458 COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	56 331 €	57 913,14 €	3%	1 582 €	56 374 €	103%
012	64731 VERSEES DIRECTEMENT	174 015 €	283 790,12 €	63%	109 775 €	173 950 €	163%
012	6475 MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	40 796 €	14 728,46 €	-64%	- 26 067 €	73 500 €	20%
012	6488 AUTRES CHARGES	50 €	23,00 €	-54%	- 27 €	51 €	45%
<b>012</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	<b>30 271 958 €</b>	<b>31 176 647,00 €</b>	<b>3%</b>	<b>904 689 €</b>	<b>31 523 452 €</b>	<b>99%</b>

## 2.3. Charges de gestion courante (subventions, participations, élus) (chap 65)

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
65	6521 DEFICIT DES BUDGETS ANNEXES ADMINISTRATIFS	245 000 €	267 300,00 €	9%	22 300 €	267 300 €	100%
65	6531 INDEMNITES	294 772 €	297 497,98 €	1%	2 726 €	300 000 €	99%
65	6532 FRAIS DE MISSION	- €	- €		- €	1 000 €	0%
65	6533 COTISATIONS DE RETRAITE	18 927 €	19 703,54 €	4%	777 €	19 100 €	103%
65	6535 FORMATION	6 395 €	9 152,00 €	43%	2 757 €	20 000 €	46%
65	6536 FRAIS DE REPRESENTATION DU MAIRE	241 €	- €	-100%	- 241 €	1 000 €	0%
65	6541 CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	- €	65 405,75 €		65 406 €	100 000 €	65%
65	6542 CREANCES ETEINTES	49 €	12 660,24 €	25945%	12 612 €	- €	
65	6553 SERVICE D'INCENDIE	636 085 €	537 905,25 €	-15%	- 98 180 €	640 000 €	84%
65	65541 CONTRIBUTIONS FONDS COMPENSATION DES CHARGES	5 148 €	5 657,96 €	10%	509 €	29 150 €	19%
65	657358 AUTRES GROUPEMENTS	75 000 €	92 137,00 €	23%	17 137 €	161 000 €	57%
65	657362 CCAS	1 180 000 €	1 168 000,00 €	-1%	- 12 000 €	1 168 000 €	100%
65	65737 AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX				- €		
65	65738 AUTRES ORGANISMES PUBLICS	57 500 €	51 500,00 €	-10%	- 6 000 €	60 000 €	86%
65	6574 SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES	539 263 €	502 222,00 €	-7%	- 37 041 €	569 194 €	88%
65	658 CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE	21 027 €	34 565,65 €	64%	13 538 €	43 000 €	80%
<b>65</b>	<b>Charges de gestion courante</b>	<b>3 079 408 €</b>	<b>3 063 707,37 €</b>	<b>-0,51%</b>	<b>- 15 700 €</b>	<b>3 378 744 €</b>	<b>91%</b>

Ce chapitre connaît une quasi stabilité avec -15 K€ soit -0,51% entre 2014 et 2015.

En 2015, la ville a admis 65 K€ des créances irrécouvrables (article 6541).

## 2.4. Charges financières (chapitre 66)

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
66	66111 INTERETS REGLES A ECHEANCE	1 077 455 €	866 271,93 €	-20%	- 211 183 €	900 000 €	96%
66	66112 INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNES	- 122 314 €	27 928,16 €	-123%	150 242 €	30 000 €	93%
66	6618 INTERETS DES AUTRES DETTES	25 745 €	18 668,55 €	-27%	- 7 077 €	101 200 €	18%
66	6688 AUTRES	830 €	3 300,00 €	298%	2 470 €	5 001 €	66%
<b>66</b>	<b>- Charges financières</b>	<b>981 716 €</b>	<b>916 168,64 €</b>	<b>-7%</b>	<b>- 65 547 €</b>	<b>1 036 201 €</b>	<b>88%</b>

La renégociation de deux emprunts structurés à fort risque de toxicité avec des taux d'intérêts de 7,40 % et de 7,99 % au 31 décembre 2014 a permis de baisser la charge des intérêts payés sur la dette (art. 66111) de -211 K€, soit -20 %.

## 2.5. Autres chapitres : 014 - atténuation de produits et 67 - charges exceptionnelles

Chapitre	Nature (en euros)	CA 2014	CA 2015	Evolution	Ecart entre réalisé 2014 et 2015	BT 2015	Taux de réalisation
014	7391178 AUTRES RESTIT. AU TITRE DU DEGREV. SR CONTR.	30 900 €		-100%	- 30 900 €		
<b>014</b>	<b>- Atténuation de produits</b>	<b>30 900 €</b>	<b>- €</b>	<b>-100%</b>	<b>- 30 900 €</b>	<b>- €</b>	
67	6711 INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	- €	- €		- €	50 000 €	0%
67	6718 AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE DE GES	396 €		-100%	- 396 €		
67	673 TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	27 803 €	9 542,13 €	-66%	- 18 261 €	50 000 €	19%
67	6745 SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	- €	70 000,00 €		70 000 €	90 000 €	78%
67	678 AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 248 €	2 817,50 €	-13%	- 430 €	7 000 €	40%
<b>67</b>	<b>- Charges exceptionnelles</b>	<b>31 447 €</b>	<b>82 359,63 €</b>	<b>162%</b>	<b>50 912 €</b>	<b>197 000 €</b>	<b>42%</b>

L'article 7391178 retraçait la prise en charge du dégrèvement de la cotisation foncière des entreprises (CFE) de 2013 pour les autoentrepreneurs, qui n'a plus lieu en 2015.

Les charges exceptionnelles, imprévisibles par nature, augmentent du fait de la perception de subventions dans le cadre du fonds d'aide pour l'OPAH-RU du centre ville.

## **3. La section d'investissement**

Les dépenses d'équipement sont passées de 7,8 M€ en 2014 à 10,7 M€ en 2015. Les principales opérations réalisées en 2015 sont les suivantes :

- Travaux d'investissement dans les écoles : 5,4 M€, dont 5 M€ pour la construction du groupe scolaire Anne-Sylvestre ;
- Renaturation des berges de l'Yerres : 1,3 M€ dont 1,1 M€ d'acquisitions foncières
- Protocole avec l'OPH et la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) : 700 K€
- Médiathèque rue de Paris : 671 K€
- Eclairage public : 377 K€
- Achat de matériel de transport (7 véhicules dont un car et un minibus) : 279 K€
- Travaux de voirie : 474 K€ dont 267 K€ pour la rue Bellevue
- Travaux au centre technique municipal Anatole-France : 122 K€

En ce qui concerne les recettes, la ville a bénéficié en 2015 d'importantes ressources propres :

- les taxes d'aménagement augmentent en raison de la livraison d'importants programmes immobiliers, en passant de 28 K€ en 2014 à 128 K€ en 2015:
  - Résidence mixte seniors jeunes actifs de 76 logements : + 56 K€ ;
  - Création de 34 logements rue de Paris : + 35 K€.
- compte tenu du niveau élevé des dépenses d'investissement en 2013, les remboursements au titre du Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) ont atteint 1 M€ en 2015 ;
- les subventions d'investissement reçues ont été de 4,5 M€ en 2015, les principales étant :
  - Renaturation des berges de l'Yerres : 1,4 M€ ;
  - Parking Mendès-France : 860 K€ ;
  - Groupe scolaire Anne-Sylvestre : 621 K€ ;
  - Médiathèque rue de Paris : 430 K€.

En 2015, la ville a contracté des emprunts de :

- 5,5 M€ pour financer la construction du groupe scolaire Anne-Sylvestre auprès de la Caisse des dépôts avec un taux variable indexé sur le livret A +0,60 % ;
- 913 K€ pour le préfinancement du FCTVA auprès de la Caisse des dépôts avec un taux de 0% ;
- 202 K€ pour les acquisitions foncières du chemin des pêcheurs auprès de l'agence de l'eau sous forme d'avances.

## COMPTE ADMINISTRATIF 2015 : THEATRE

L'exécution du budget du budget du théâtre donne les résultats suivants :

- Le montant des dépenses de fonctionnement s'élève à **296 654,09 €**
- Le montant des recettes de fonctionnement de l'exercice s'élève à **318 490,53 €**.

**L'excédent de l'exercice 2015 est de 21 836,44 €.**

Cet excédent s'explique par, d'une part, des recettes supplémentaires non prévues au budget 2015 :

- Subvention du Conseil départemental du Val-de-Marne : +5 000 € ;
- mise à disposition du plateau du théâtre au CFPTS (Centre de formation professionnelle des techniques du spectacle) : +1 500 €.

D'autre part, des dépenses ont été :

- moins importantes que prévues en matière notamment de location de matériel technique pour les spectacles, de location de cars pour les scolaires, d'ateliers de sensibilisation et de frais de restauration : - 8 500 € ;
- annulées en raison des reports de spectacles à la suite des attentats de novembre 2015 (La Tête à l'envers prévue initialement le 14 novembre et la représentation scolaire des Lettres de l'intérieur prévue le 20 novembre) : - 7 000 €.

Compte tenu de la reprise du report de l'exercice antérieur de 17 374,86 €, **l'excédent global est de 39 211,30 €**. Il permettra de financer les dépenses 2016, notamment la reprogrammation des spectacles annulés en 2015.

<b>Annexe : détail des retraitements effectués pour l'analyse financière</b>
--

Le compte administratif 2015 présente 54,4 M€ de recettes réelles de fonctionnement pour 49,2 M€ de dépenses réelles de fonctionnement. L'épargne brute, correspondant à la différence entre ces deux chiffres, apparaît donc à 5,2 M€.

Afin de préciser l'analyse financière, il convient néanmoins de retraiter les recettes de cessions d'immobilisation (compte 775) du compte administratif. Elles sont transférées en investissement pour un montant de 2 M€.

**L'épargne brute retraitée est donc de 3,14 M€.**